

"LE PORTUGAL ET L'EUROPE: LA TRANSITION
LA PLUS LONGUE."

Jorge Braga de Macedo

Working Paper No 65

UNIVERSIDADE NOVA DE LISBOA

FACULDADE DE ECONOMIA

Campo Grande, 185

1700 LISBOA

Abril, 1987

1. Introduction: le coût de l'ambiguïté

Au lendemain du Plan Marshall (1947), le Portugal est l'un des fondateurs de l'Organisation Européenne pour la Coopération Economique (OECE). Cependant, il n'accède à la Communauté Economique Européenne (CEE) qu'en 1986. Comme la période transitoire convenue avec la CEE va s'étendre sur les dix prochaines années, le Portugal aura participé pendant près d'un demi-siècle aux institutions de coopération européenne avant de devenir membre à part entière du Marché Commun. C'est la transition la plus longue.

La lenteur du processus d'intégration s'explique par la nature ambiguë de l'engagement portugais, ce qui n'empêche pas de reconnaître l'existence de retards causés par la Communauté. En fait, décrire la transition revient non seulement à cerner et à comprendre l'économie et la société portugaises de l'après-guerre, mais encore à dégager une approche spécifique du peuple portugais vis-à-vis de son héritage européen occidental, qui est indéniable.

L'objectif de politique intérieure servant de contrainte à celui de l'intégration européenne a changé au long de la transition. Ce changement, dû à la révolution de 1974, suggère de distinguer deux épisodes d'intégration. Pendant le premier épisode, l'objectif contraignant tient à la construction d'une union économique entre le Portugal et ses "provinces d'outre-mer". C'est comme une solution nationale au développement économique et social de grands territoires africains tels l'Angola ou le Mozambique. Pendant le deuxième épisode, l'objectif contraignant devient l'élaboration d'une "société sans classe". C'est comme un aboutissement original du socialisme démocratique

dans une économie semi-industrialisée de la périphérie occidentale de l'Europe.

Il est particulièrement instructif de comparer les deux épisodes d'intégration portugaise avec le chemin suivi par l'Espagne, qui réussit à s'intégrer dans la CEE en même temps que le Portugal. L'Espagne ne participe pas aux institutions de coopération européennes mises en place à partir du Plan Marshall, notamment l'OECE et l'Union Européenne de Paiements (UEP) et rétablit la démocratie deux ans après la révolution portugaise. Mais comme elle n'a pas un objectif de politique intérieure qui l'empêche de s'engager pleinement dans l'intégration européenne, sa transition est assez courte. Or, si la contrainte des objectifs de politique intérieure était la même, la transition du pays plus petit et plus ouvert au commerce international devrait être plus courte que celle du pays plus grand et plus protectionniste.

Quand les objectifs de politique intérieure ignorent le marché mondial, l'on parle d'une économie politisée. Justement, au Portugal, la politisation de l'économie a eu des effets si défavorables que, au niveau des grands agrégats macro-économiques, ce petit pays a été en relation inverse avec le cycle des affaires mondial. Cette relation inverse se manifeste clairement en comparant le Portugal, l'Espagne et la moyenne des dix autres membres de la CEE (tableau 1).

Cet essai commence par présenter un résumé du premier épisode d'intégration (section 2), puis évoque le deuxième épisode d'intégration, en traitant séparément les problèmes économique (section 3) et politique (section 4). Dans la section 5, l'on critique l'opinion répandue selon laquelle l'intégration européenne est désirable, indépendamment de ses conséquences économiques, parce qu'elle donne au Portugal une "assurance contre la dictature". En conclusion (section

6), l'on identifie les facteurs responsables de la longue transition comme les "dilemmes de l'intégration européenne" et l'on tire quelques leçons pour le troisième épisode d'intégration, qui commence en 1986.

2. Les canaux de l'interdépendance structurelle

La première épisode peut à son tour être subdivisée en trois phases, selon l'institution européenne motrice de la transition portugaise vers l'intégration européenne.

De 1948 à 1959, les restrictions quantitatives et les contrôles de changes, mis en place durant les années 30 et 40, sont partiellement levés, dans le cadre d'un réseau multilatéral créé par l'OECE et l'UEP. Pendant les négociations pour la libéralisation du commerce européen qui ont lieu durant la phase UEP, le Portugal suit la Grande Bretagne, afin de pouvoir mettre en place une zone de libre échange compatible avec le traitement préférentiel des territoires d'outre-mer. Cette forme restreinte d'intégration européenne est également en accord avec les préférences du premier ministre Oliveira Salazar, qui, à leur tour, avaient fortement influencé la Constitution portugaise de 1933.

En dépit d'un durcissement du régime électoral vers la fin des années 50, le Portugal devient en 1960 l'un des sept autres pays européens occidentaux qui, rassemblés autour de la Grande-Bretagne, fondent une Association Européenne de Libre Echange connue par ses initiales en anglais EFTA. Eu égard à sa petite taille et à son retard économique, le Portugal rejoint l'EFTA dans des conditions très avantageuses, reprises dans l'annexe G au traité de Stockholm.

C'est précisément pendant la phase EFTA que les canaux d'interdépendance structurelle du Portugal avec les économies européennes, et spécialement avec la CEE, acquièrent une importance macro-économique. Le Portugal échange ses exportations vers l'EFTA contre des importations de la CEE. Grâce aux fonds renvoyés par les travailleurs émigrants et aux investissements directs, la banque centrale accumule ainsi d'abondantes réserves d'or pendant les années 60.

C'est aussi durant la phase EFTA que les mouvements d'indépendance dans les territoires africains entraînent un accroissement considérable de dépenses de défense en même temps qu'une grande attention, tant au plan intérieur qu'extérieur, au problème colonial. De là l'objectif contraignant de l'intégration européenne pendant la première épisode: l'union économique portugaise. Etant donné l'effort militaire, cet objectif entraîne aussi un renforcement des structures politiques autoritaires de la Constitution de 1933.

En 1969, peu de temps après que Marcello Caetano eut succédé à Salazar comme premier ministre, le début des négociations en vue d'un accord de libre échange avec la CEE coïncide avec un engagement plus prononcé du Portugal dans la voie d'une libéralisation économique intérieure. Pendant la phase CEE, Caetano essaie de prendre ses distances vis-à-vis du système constitutionnel et de s'engager dans le sens de la démocratie politique, sans cependant y arriver.

Dès la phase EFTA, le niveau de vie commence à croître et cette croissance accélère pendant la phase CEE, mais c'est une prospérité fragile. L'agriculture est délaissée en faveur de projets industriels ambitieux, impliquant des investissements de capitaux importants, lesquels concernent aussi bien le Portugal que les territoires

d'outre-mer. Ainsi, par exemple, le complexe pétrochimique de Sines, sur la côte sud ouest, ou le barrage de Cabora-Bassa, au Mozambique. Les exportations de textiles ou de chaussures se développent presque à l'insu des autorités, d'après la logique de ce que l'on pourrait appeler un "enclave d'exportation". Mais à cause de la monétisation automatique de l'or et à cause du plein emploi des travailleurs, les prix se mettent graduellement à grimper durant les années 60. Cependant, malgré l'inflation, le cours des changes est maintenu et l'escudo devient une monnaie assez forte.

L'intensification de l'émigration, l'acroissement des envois de fonds des travailleurs émigrés et le rythme accéléré de croissance provoquent une inflation des prix qui interrompt la progression des salaires réels au début des années 70. Comme la stagnation des salaires coïncide avec une hausse dramatique des cours de la bourse, le public n'associe pas la libéralisation des échanges - ni la CEE - à une amélioration du niveau de vie des travailleurs, mais plutôt à une redistribution de la richesse en faveur du capital. Pourtant, les salaires industriels s'étaient améliorés grâce à la libéralisation des échanges, c'est à dire par l'exportation de produits manufacturés vers l'EFTA et de travailleurs vers la CEE.

En même temps, l'objectif de réaliser l'intégration économique des colonies à la métropole est sans cesse renforcé, en dépit de pressions croissantes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Portugal, en vue de trouver une solution politique - plutôt que militaire - au problème colonial. En fait la guerre dans les territoires africains, qui dure depuis 10 ans, devient un fardeau de plus en plus lourd et de moins en moins légitime aux yeux de la population.

Après l'embargo pétrolier d'octobre 1973, ce fardeau devient

insupportable pour les militaires eux-mêmes. Une junte, constituée par un groupe de jeunes officiers progressistes, connu sous le nom de Mouvement des Forces Armées (MFA), prend le pouvoir le 25 avril 1974, sans rencontrer de résistance. C'est la " Révolution des Oeillets ".

Subitement, l'objectif de construire un régime socialiste intérieur remplace celui de construire une zone économique intégrée avec les provinces d'outre-mer. Ainsi s'achève la dernière phase, laissant l'objectif d'intégration européenne dans la même position ambiguë qu'au début de la première phase, mais la réalité de l'interdépendance économique à un niveau beaucoup plus élevé et qui n'a peut-être pas encore été dépassé.

3. Les conséquences économiques du 25 avril

Au cours de l'automne 1974, le Parti Communiste Portugais (PCP) tirant avantage de son image d'organisation anti-fasciste et de ce que le MFA n'avait pas de programme clairement défini (au delà des trois D: décoloniser, démocratiser, développer), parvient à s'infiltrer dans les syndicats, dans les médias et dans la bureaucratie de l'Etat.

En 1974 et 1975, le Portugal doit faire face, en même temps, à la récession mondiale et au gonflement de la demande de travail en raison du retour précipité de nombreux colons venant d'Afrique. Des gouvernements provisoires successifs permettent des augmentations brutales des salaires réels, et tolèrent les grèves sauvages et les arrêts de productions dans les entreprises ainsi que des occupations désordonnées de terres qui se font, en Alentejo, au nom de la "réforme agraire".

L'Etat exproprie aussi les grandes entreprises industrielles et bancaires, ce qui conduit à une vaste nationalisation, en particulier des secteurs de l'économie les plus intensifs en capital. Pour aggraver la situation, à cette intensité en capital s'ajoute souvent une haute intensité en énergie. C'est le cas des projets industriels établis au temps où l'énergie était peu coûteuse, tel le complexe de Sines.

Les industries d'exportation demeurent privées, mais elles se ressentent durement des arrêts de production et de la détérioration de la compétitivité. La violation continuelle des droits de propriété engendre une atmosphère de désordre civil, ce qui pousse de nombreux cadres professionnels à quitter le pays.

En dépit de reculs électoraux successifs en faveur du Parti Socialiste (PS), du Parti Socio-Démocrate (PSD) et du Parti Centriste (CDS), l'alliance MFA/PCP continue à exercer une grande influence dans la politique gouvernementale. Influence qui est visible dans l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1976 et qui dure même après la révision constitutionnelle de 1982.

La politique de déficit budgétaire, entamée en 1974, se poursuit pendant la récupération économique mondiale de 1976 bien que la situation intérieure exige l'austérité macro-économique et la dévaluation du taux de change pour restaurer la compétitivité en matière d'exportations. Par ailleurs, jusqu'au début de 1977, le gouvernement socialiste s'oppose à la dévaluation, si bien que le déficit de la balance des paiements, grossi par des dépenses publiques excessives, est financé en puisant dans les réserves d'or et de devises, fruit de la prospérité des années 60. En août, dans un revirement vif, le gouvernement institue une politique de dévaluation glissante, mais

l'équilibre de la balance des paiements n'est restauré qu'après la mise au point d'un programme de stabilisation avec le Fond Monétaire International (FMI) en 1978.

Toutefois, le déficit du secteur public élargi (c'est à dire comprenant les nécessités de financement des entreprises publiques), 20% environ du produit intérieur brut ne peut être contrôlé par les gouvernements successifs, si bien que, après le second choc pétrolier en 1979 et la hausse de dollar en 1981-1982, le problème des paiements extérieur se manifeste à nouveau.

Un nouveau programme de stabilisation est élaboré avec le FMI pour la période 1983-1985, avec les mêmes effets: la récession intérieure améliore les comptes extérieurs, sans atteindre le déficit du secteur public ni ses conséquences inflationnistes.

4. Les contradictions du système constitutionnel

Pendant la période d'euphorie révolutionnaire, une large coalition de forces, menées aussi bien par des civils comme Mário Soares (PS) ou Sá Carneiro (PSD), que par des militaires, comme Melo Antunes et Ramalho Eanes, fait échouer, en novembre 1975, le coup d'Etat préparé par l'alliance MFA/PCP. Si l'on ajoute qu'Eanes devient Président de la République en 1976 et que Soares lui succède en 1986, cela laisse à croire que la jeune démocratie a triomphé rapidement des menaces totalitaires. Mais, entre ces deux élections, Eanes est réelu en 1980 malgré l'opposition de Soares et de Sá Carneiro (qui perit dans un accident d'avion). Soares, quant à lui, l'emporte en 1986 de justesse sur Freitas do Amaral, ancien dirigeant du CDS et héritier politique de Sá Carneiro. En plus, lors de chacune des deux dernières élections, les

voix du FCP se portent sur le candidat vainqueur, Eanes en 1980 et Soares en 1986. Ainsi, la Constitution de 1976 -, établie au terme de deux années de désordre civil, sous la menace d'une dictature MFA/PCP - s'avère-t-elle effectivement capable de défendre "les conquêtes d'avril" en dépit des graves conséquences économiques de celles-ci.

Dans le texte original, la légitimité électorale, partagée entre un Président sans parti et une Assemblée constituée en partis, coexiste avec un Conseil de chefs militaires dont la légitimité tient à leur participation à la révolution du 25 avril. Le Conseil de la Révolution donne ainsi un poids politique considérable à l'idéologie du MFA. Or, dans la ligne de son alliance avec le PCP, le MFA est perméable aux vues de l'Europe de l'Est, plutôt qu'à celles de l'occident, en ce qui concerne la capacité de l'Etat d'être le moteur du développement économique et social du pays. Quand les partis démocratiques (PS, PSD et CDS) défendent l'intégration européenne en 1977, le MFA/PCP lui oppose la planification et la réforme agraire. Le rôle du Président de la République comme président ex-officio du Conseil de la Révolution engendre ainsi une rivalité entre les deux pôles de l'exécutif. Une "cohabitation" malaisée entre le Chef d'Etat et le Premier Ministre dure au Portugal depuis aussi longtemps que la Constitution.

Même après 1982, où un amendement négocié entre le PS et le PSD supprime la légitimité révolutionnaire et atténue le jargon inspiré de l'idéologie communiste, l'article 1 de la Constitution continue de proposer comme objectif suprême l'établissement au Portugal d'"une société sans classes". Avant qu'il ne soit dissout, le Conseil de la Révolution empêche divers efforts en vue de définir le rôle des entreprises privées et autoriser l'entrée de celle-ci dans les "secteurs de base" de l'économie, nationalisés en 1975. Les banques commerciales, en particulier, sont obligées de financer les déficits croissants des

entreprises publiques, alors que la banque centrale ne peut éviter que les dépenses publiques évincent les investissements privés.

Il s'en suit une détérioration continue du climat d'investissement et l'exacerbation des divisions politiques entre les trois partis démocratiques, ce qui a pour effet de miner la stabilité des coalitions conclues entre eux. Entre Novembre 1977 et Octobre 1985, les trois combinaisons possibles (PS/CDS, PSD/CDS et PS/CDS) sont successivement observées.

La combinaison d'un exécutif bipolaire avec la légitimité révolutionnaire et un engagement constitutionnel au socialisme engendre un système tendant à généraliser la politisation des mécanismes d'allocation des ressources. Une condition préalable à la libéralisation effective de l'économie et à une interdépendance structurelle grandissante avec l'économie mondiale fait ainsi défaut.

5. "L'assurance contre la dictature"

Le gouvernement socialiste du Portugal demande formellement à devenir membre de la CEE en mars 1977, accomplissant ainsi une promesse formulée au cours de la campagne électorale du printemps 1976, pendant laquelle le slogan du PS avait été "L'Europe avec nous".

C'est le premier gouvernement qui légifère sur base de la Constitution de 1976. Neuf gouvernements plus tard, le PS est à nouveau victorieux aux élections d'avril 1983. Malgré une coalition, dite du "bloc central", avec le PSD, la défense du programme constitutionnel socialiste demeure aussi vive que l'engagement du gouvernement en faveur

du libre échange avec l'Europe. La version portugaise du dilemme d'une libéralisation extérieure sous un régime socialiste engendre l'étrange combinaison entre la Constitution et la CEE.

En même temps, les résultats très défavorables enregistrés par la plupart des économies européennes au cours des années 70 diminuent la capacité communautaire de s'engager dans l'élargissement désiré. En 1980, lorsque "l'alliance démocratique" - coalition PSD/CDS, menée par Sá Carneiro et Freitas do Amaral -, fait de l'intégration européenne "la priorité des priorités", la réaction politique de la CEE est tiède. En plus, le Portugal avait demandé des négociations séparées de celles de l'Espagne afin de rejoindre l'Europe plus vite, croyant ainsi retarder l'échéance du libre-échange dans la péninsule iberique.

Mais une adhésion conjointe de l'Espagne et du Portugal était plus simple administrativement pour les instances communautaires, ce qui ralentit considérablement les négociations avec le Portugal. Par ailleurs, la controverse à propos de la contribution britannique au budget de la Communauté retarde également la signature du traité d'adhésion qui a finalement lieu le 10 de juin 1985.

Dans un environnement aussi turbulent, l'élargissement de la CEE fait beaucoup pour que, désormais, on raisonne à un niveau strictement économique. Certes, on peut juger la réussite de l'intégration en vérifiant si elle assure la démocratie politique portugaise. Mais même si rejoindre la CEE était une véritable "assurance contre la dictature", ce n'est certainement pas une assurance vis-à-vis de la pauvreté.

C'est que l'effet spontané de l'appartenance à part entière à la CEE débouche sur une situation où les exportations traditionnelles et les transferts de l'extérieur, y compris les subside de la Communauté,

impliquent un plafond pour les déficits du secteur public, sans qu'il y ait d'incitation à entreprendre les transformations structurelles requises pour rattraper le retard par rapport aux pays prospères de l'Europe. Or tant que le Portugal ne comblera pas ce retard, l'intégration n'assurera rien du tout.

On prend de plus en plus conscience du fait que les changements qu'il faut mener dans les structures économiques impliquent une forte réorganisation de la politique publique. Ainsi, le développement de la qualité des exportations traditionnelles, la promotion d'exportations de produits différenciés (plutôt que de produits traditionnels homogènes) et la diversification des exportations vers des marchés extra-européens sont évoqués comme objectifs dignes d'intervention gouvernementale même par ceux qui doutent des bénéfices de la planification.

Un programme sur mesure de libéralisation extérieure ne peut être crédible s'il n'est pas précédé d'une libéralisation intérieure. Malgré l'absence de majorité absolue, la victoire aux élections d'octobre 1985 d'un PSD mené par Cavaco Silva, l'ancien ministre des finances de Sá Carneiro, contribue à restaurer la crédibilité de la politique économique, spécialement par une politique anti-inflationniste très efficace et de grand progrès en ce qui concerne le fonctionnement des marchés financiers. Cependant, le consensus politique visant à réduire le déficit du gouvernement (pour ne pas dire celui du secteur public élargi) demeure fragile et le gouvernement minoritaire de Cavaco Silva voit plusieurs de ses initiatives bloquées.

Un consensus plus large est ainsi nécessaire pour approuver, en 1987, un nouvel amendement à la constitution. Or, comme il n'y a pas d'intervention gouvernementale efficace et durable sur l'activité économique sans un consensus social au sujet de la constitution

économique, l'on ne peut parler d'une véritable "assurance" que dans la mesure où le consensus social réussit à éliminer les contradictions du système constitutionnel dans le sens de la libéralisation.

6. Conclusion: Les dilemmes de l'intégration

L'expérience portugaise entre 1947 et 1985 illustre la fragilité des programmes d'intégration multilatérale en l'absence d'un engagement du gouvernement en matière de libéralisation économique extérieure. Malgré l'appartenance aux diverses institutions de coopération européenne de l'après-guerre, la politique publique du Portugal fut dominée par des objectifs potentiellement contradictoires à l'intégration européenne.

La contradiction entre les objectifs de la politique intérieure et celui de l'intégration européenne retarde donc celle-ci mais ne l'évite pas. Ceci fait apparaître nettement qu'il y avait une absence de consensus social à propos des objectifs contraignants. Le manque de consensus social à propos de la question africaine est moins sensible du fait de la prospérité économique et de la forte émigration vers la CEE. Le manque de consensus social à propos du socialisme intérieur, bien que davantage perceptible par le fait des élections libres, engendre des gouvernements de courte durée, et retarde le développement économique.

Paradoxalement, donc, les liens économiques entre le Portugal et l'Europe sont forts à l'époque où les liens politiques sont faibles. Depuis 1974, la sensibilité politique entre la jeune démocratie portugaise et la CEE est forte, mais, en partie à cause du nouvel objectif intérieur, l'interdépendance économique est plus faible qu'elle

ne l'était au début des années 70.

Quand les conséquences économiques de ces objectifs étaient minces, du fait de ce que la politisation des mécanismes d'allocation portait sur certains projets industriels de prestige national, on réussit à construire avec les pays de la CEE des canaux d'interdépendance structurelle par le commerce, la migration et l'investissement direct, en dépit du niveau peu élevé de sensibilité politique réciproque. C'est le premier épisode d'intégration. Toutefois, après la chute du régime autoritaire, le processus de construction du socialisme transforme le "prestige national" en "prestige d'Etat" avec des conséquences économiques qui éliminent le bénéfice du rapprochement politique vis-à-vis de l'Europe.

Le deuxième épisode d'intégration montre ainsi les dilemmes auquel se trouve confrontée une nation déchirée entre un projet de démocratisation politique et d'appartenance à la CEE, d'une part, et la menace d'une transition socialiste de type soviétique, d'autre part.

Un dilemme économique oppose la Constitution portugaise au Traité de Rome. Alors que l'objectif économique fondamental du Traité est la mise en place d'un marché supranational unifié, les nationalisations, la planification centralisée et la réforme agraire sont l'essentiel des transformations économiques que définit la Constitution nationale. De plus, le dilemme économique interagit avec un dilemme politique, ayant pour effet une vaste politisation des mécanismes d'allocation des ressources.

Une conséquence immédiate de cette politisation est le poids excessif du secteur public élargi dans le rendement national. L'Etat

exige des financements d'une telle ampleur que les impôts ne suffisent plus: il faut recourir à la création inflationniste de monnaie, ainsi qu'à l'emprunt étranger.

D'autres conséquences économiques défavorables sont les rigidités sur le marché des biens et celui de l'emploi, ainsi que l'effacement des marchés financiers avant 1986.

Dès lors que le secteur public est systématiquement épargné à l'effort de réajustement nécessaire pour réduire la dépense globale, le choc de la récession pèse inéluctablement sur l'investissement privé. La protection des dépenses publiques semble, en effet, avoir été une des principales caractéristiques du système politique mis en place par la Constitution de 1976. En dernière instance, la Constitution est ainsi responsable du manque de synchronisation entre l'activité économique au Portugal et celle des pays voisins, illustré par les données reproduites dans le tableau 1 ci-dessus.

Durant le deuxième épisode de la "transition la plus longue", ce sont surtout les difficultés économiques de l'Europe qui retardent l'adhésion du Portugal. Il reste maintenant à savoir si la transition formelle désormais enclenchée sera accompagnée d'une perspective portugaise au sujet de l'intégration européenne.

Une réponse au défi de l'appartenance à l'Europe qui soit compatible avec l'identité culturelle du Portugal implique probablement une ouverture de la CEE à une plus grande interdépendance avec les économies africaines, asiatiques et américaines. Au contraire, la protection des "conquêtes d'avril" peut être aidée par un repli europrotectionniste. Si l'héritage du socialisme intérieur freine l'impact de "l'esprit des découvertes", la transition la plus longue risque de ne jamais terminer.

TABLEAU 1

Indicateurs macro-économiques comparatifs

		Croissance de la production	Inflation des prix à la consommation	Balance des paiements courants	Déficit du gouvernement
		% par an		% production	
moyenne 1974-82	PORTUGAL	3	22	-8	7
	ESPAGNE	2	17	-2	2
	CEE à 10	2	11	0	4
moyenne 1983-85	PORTUGAL	0	25	-3	9
	ESPAGNE	2	11	1	5
	CEE à 10	2	6	0	5

Source : Données fournies par EUROSTAT, arrondies au nombre entier le plus proche.

BIBLIOGRAPHIE

Bruneau, T., V. Rosa and A. Macleod, editors (1984), Portugal in Development: Emigration, Industrialization, the European Community, Ottawa: University of Ottawa Press.

The Enlargement of the European Community, Bulletin, Center for Economic Policy Research (London), no. 2, 1985.

Graham, L. and D. Wheeler, editors. (1983), In Search of Modern Portugal, Madison: University of Wisconsin Press.

Kolm, S.C., (1977) La Transition Socialiste, la Politique Economique de Gauche, Paris: Cerf.

Macedo, J. and S. Serfaty, editors. (1981), Portugal since the Revolution: Economic and Political Perspectives, Boulder: Westview Press

Macedo, J. (1987), Portugal and Europe: The Longest Transition, Center for Economic Policy Research, Discussion Paper no 163, Londres, Avril.